



*Confédération paysanne creusoise*

*Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense  
de ses travailleuses et de ses travailleurs*

Communiqué de presse

## **5<sup>e</sup> étape du Tour de France féminin : action syndicale sans tracteurs, ni haine, ni violence**

Loin de la liesse populaire et des yeux du public creusois, la Confédération paysanne creusoise a mené une action syndicale atypique sur le Tour de France féminin ce mercredi 30 juillet 2025, action visible uniquement par quelques badauds aux abords de l'église de Saint-Vaury et par des gendarmes aux aguets.

Insatisfaits du manque de dialogue de ces derniers mois avec l'État malgré notre statut de syndicat agricole représentatif, de la collusion toujours plus évidente entre le gouvernement et la FNSEA, de l'alliance indéniable entre l'ultralibéralisme qui tue la paysannerie du monde entier et le néofascisme croissant en France, du tout-répressif à l'égard des citoyens soucieux d'un avenir meilleur, qu'ils soient syndiqués ou non, et enfin de l'homicide d'un syndicaliste corse dans l'indifférence générale, il nous fallait agir et démontrer notre détermination.

Ainsi, ces dernières semaines, nous avons prévenu les autorités à de multiples reprises d'un probable blocage de la 5<sup>e</sup> étape du Tour de France féminin. Malgré nos alertes, il aura fallu attendre la veille du passage du Tour et utiliser l'affirmative pour obtenir un entretien avec la représentante de l'État, Mme la Préfète Anne Frackowiak-Jacobs.

Lors de cette entrevue, loin de faire l'aumône comme beaucoup ou de demander un rendez-vous sans suite avec un politique, nous avons clairement fait comprendre à l'État que la situation politique, sociale, économique, climatique et sanitaire n'était tout simplement plus acceptable pour les paysans et citoyens que nous sommes.

**Nous dénonçons à nouveau l'absence de proportionnelle dans les élections professionnelles agricoles**, la mascarade lors des élections des présidents de Chambre d'agriculture régionales ainsi que les règles d'attribution des budgets au seul profit de la FNSEA, syndicat largement désavoué dans les urnes à l'échelon national. Il est plus que temps que le mode de scrutin évolue.

**Nous ne pouvons accepter les velléités xénophobes de la Ve République** qui, sans la mobilisation citoyenne locale, conduiraient à l'expulsion de travailleurs indispensables dans notre métier en tension et cela malgré leur parfaite intégration dans la société française. Et ce alors même que des personnalités publiques xénophobes, grands patrons ou élus de la République, ont recours à l'esclavage moderne avec les travailleurs détachés dans leurs vignobles.

**Nous dénonçons notre expulsion de la Commission départementale de la chasse** et de la faune sauvage alors même que les populations de grands gibiers sont en augmentation et les effectifs de chasseurs en diminution. Le déni de pluralisme syndical est évident sur ce sujet.

**Nous dénonçons la politique actuelle sur la gestion du loup**, opaque, menée dans l'urgence, sans la moindre anticipation ni vision à long terme pour protéger les troupeaux et donc le travail

*Confédération paysanne creusoise*

Maison des associations, 11 rue de Braconne 23000 GUERET  
07.82.95.22.42 - [contact@confederation-paysanne-limousin.org](mailto:contact@confederation-paysanne-limousin.org)



# Confédération paysanne creusoise

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense  
de ses travailleuses et de ses travailleurs

des éleveurs, en particulier les jeunes paysans qui devront vivre avec ce poids supplémentaire et l'absurdité de limites administratives dont le loup ne se préoccupe pas.

**Nous dénonçons l'inaction climatique et la mondialisation des échanges** qui nous apportent de plus en plus de maladies émergentes : multiples variants de la FCO, la MHE et maintenant la DNC qui se trouve à notre porte. Encore une fois, le monde de l'élevage est laissé à la merci de pathogènes dont il ne peut se prémunir sans politique sanitaire d'État. Nous insistons sur le fait que l'abattage systématique est une pratique inacceptable lorsque des vaccins existent et qu'il n'y a aucun risque pour la santé humaine.

**Nous déplorons la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024** qui a plongé le pays dans l'instabilité la plus totale, avec une valse des gouvernements, des unions politiques des plus désastreuses, un budget 2025 tiré au couteau puis revu par décret en avril dernier avec des coupes budgétaires drastiques pour notre profession, son avenir et nos premiers outils de travail : l'environnement naturel, la terre, l'eau, le ciel.

**Nous ne pouvons accepter les attaques constantes contre la filière bio** pourtant en crise profonde : destruction de l'Agence Bio l'année de ses 30 ans, détournement pur et simple du budget PAC AB 2024 sur d'autres piliers et au profit de paysans ne pratiquant pas l'Agriculture biologique.

**Nous dénonçons également les actuelles négociations sur la PAC 2027** à l'échelon européen qui conduiraient à une gestion par État de l'enveloppe PAC, faisant perdre tout son sens à la Politique Agricole « Commune » et creusant un peu plus la concurrence entre paysans des pays membres de l'UE, affaiblissant encore plus l'agriculture européenne face à un libre-échange que nous décrions de longue date.

**Nous nous opposons d'ores et déjà aux politiques budgétaires d'austérité** annoncées pour 2026. Nous refusons en bloc une retraite à 67 ans comme celle à 64 ans. Comme tout citoyen, nous avons droit à la santé, nous nous opposons donc aux annonces faites sur les ALD\* ou les remboursements de médicaments. Nous n'oublions pas que chaque euro de pouvoir d'achat perdu par le consommateur est autant de perte pour l'agriculture française non exportatrice.

**Nous ne pouvons accepter la loi Duplomb** qui n'apporte aucune solution à la crise agricole structurelle que traverse le pays. Cette loi, votée sans débat, défendue à grand renfort de mensonges et de contre-vérités scientifiques, dangereuse pour la santé des paysans et des consommateurs, dangereuse pour les pollinisateurs indispensables à notre profession ou encore pour l'avenir de la ressource en eau, associée à la mise sous tutelle de l'Anses, est un scandale national ! La nomination de Xavier Jamet, lobbyiste FNSEA, en tant que directeur de cabinet de la porte-parole du gouvernement, avec l'approbation de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, est à l'image de la dégringolade de la France à la 25<sup>e</sup> place dans l'Indice de perception de la corruption.

Enfin, alors que certains peuvent exprimer leur colère et provoquer 100 millions d'euros de dégâts lors de manifestations sans la moindre conséquence et avec l'aval des gouvernants, **nous ne pouvons accepter les menaces et intimidations récurrentes** ou les appels à comparaître devant la justice pour un slogan écrit au feutre effaçable comme l'a vécu, par exemple, un paysan du Lot récemment.

Confédération paysanne creusoise

Maison des associations, 11 rue de Braconne 23000 GUERET  
07.82.95.22.42 - [contact@confederation-paysanne-limousin.org](mailto:contact@confederation-paysanne-limousin.org)



# Confédération paysanne creusoise

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense  
de ses travailleuses et de ses travailleurs

Oui, nous l'assumons, à la Confédération paysanne creusoise, les blaireaux, les 4x4 ou la date de broyage des haies ne nous préoccupent pas plus que ça ! Nous avons d'autres priorités pour l'agriculture et surtout pour la vie quotidienne des paysans ! **Nous demandons simplement le progrès social, vivre mieux dans un monde sain, pouvoir défendre et exercer nos droits légitimes et gagner notre vie confortablement comme tout un chacun en attendant une retraite en bonne santé.** Nous pensons à aujourd'hui mais aussi à demain.

Ainsi, il semble que pour se faire entendre des plus hautes autorités, il faille tomber dans les pires extrémités et annoncer de s'en prendre au sacro-saint Tour de France, faire comme les autres en fait : menacer. Mais non, à la Confédération paysanne creusoise, nous ne sommes pas les autres. Nous sommes parfaitement conscients que nous n'avons pas l'approbation des puissants, nous dérangeons, nous connaissons les risques et les blessures d'une répression policière ultra-violente, le détournement complet de nos revendications par la sphère médiatique et la censure sur tous les débats de société que nous souhaiterions.

Alors, soucieux de notre intégrité, fiers de nos valeurs, loin d'avoir la volonté de faire le moindre mal aux coureuses ou de décevoir nos concitoyens amoureux du sport, notre action s'est limitée comme prévu à une simple diversion. Quatre paysans profitant d'un peu de répit le long du Tour, sirotant un jus de pomme et affublés de deux drapeaux auront suffi à affoler les forces de l'ordre et à provoquer l'émoi des autorités et de plusieurs élus locaux et départementaux effrayés de voir leur fête populaire gâchée.

Bien entendu, cela ne changera pas immédiatement le quotidien des paysans creusois. Mais oui, nous gardons espoir que les choses évoluent, en mieux, que la pression exercée sur ce Tour ne restera pas sans effet. Ce sera aux autorités, aux élus locaux, départementaux, nationaux d'en décider et d'enfin reconnaître la diversité syndicale et représentative.

**Il y a beaucoup à faire pour un avenir plus radieux, il y a des luttes à ne pas manquer et la rentrée sociale de septembre s'annonce déjà très mouvementée en attendant de retourner aux urnes. Nous invitons donc tous ceux qui nous comprennent et nous soutiennent à nous rejoindre le samedi 23 août après-midi à notre première Fête de l'Agriculture paysanne qui se tiendra à Saint-Georges-la-Pouge.**

**Paysan·nes, consommateur·ices, riverain·es, professionnel·les de santé, militant·es, enseignant·es, membres du milieu associatif, jeunes et moins jeunes, retraité·es, élu·es ou encore fonctionnaires, vous êtes tous·tes les bienvenu·es.**

L'avenir se construit ensemble, pas les uns contre les autres, ni en saccageant les biens communs, ni en effrayant la foule. Les seuls écoterroristes que compte le pays sont ceux qui cautionnent l'empoisonnement de la terre et de ceux qui la travaillent. Aucun cancer ne sera jamais compétitif !

Plus que jamais, opposons-nous à la loi Duplomb !

**Eric Robin-Lamotte, porte-parole et Sylvain Tilleul, membre du bureau**

\* La reconnaissance en affection longue durée (ALD) d'une maladie permet un remboursement à 100 % des soins et traitements en lien avec cette maladie.

Confédération paysanne creusoise

Maison des associations, 11 rue de Braconne 23000 GUERET  
07.82.95.22.42 - [contact@confederation-paysanne-limousin.org](mailto:contact@confederation-paysanne-limousin.org)